

(2) Federal-provincial strains: The pulls and counter pulls which are inevitable in a federation.

This is not merely because of Quebec's special cultural and linguistic position in the country, even though it is sometimes made more complex by that fact. Quite apart from this, in any federal system where people in the provinces can be a couple of thousand miles away from the federal capital, there is bound to be a feeling that the provincial governments—closer to their people—can discharge certain responsibilities to those people with a greater awareness, and a better understanding of local needs and wishes, than can a government and its officials in a capital far away. So it becomes more and more difficult to secure a *National* consensus; to maintain a *National* feeling, based on tolerance, understanding and togetherness.

(3) Canada's relations with a super-power neighbour with whom she is tied so closely economically and in so many other ways.

(4) The disparity between our area and our population. 22 million people have to provide for the growth, the infrastructure and all facilities of a modern industrial state, which covers the bigger part of a continent. Moreover, the people we have are crowding into great cities along a 200 mile border belt. Soon most of them will live in 3 or 4 great metropolitan centres and only 15 per cent or 20 per cent will remain on the land or in towns. But the more we live in cities, the more we depend on others on officialdom; on institutions and organizations; and less on ourselves.

(5) We are an affluent society and are trying to become a just one. But how do you strike the right balance between the need to maintain growth and encourage individual enterprise by providing necessary incentives; and the need for a social system which will ensure that the results of such growth will be fairly distributed? How do you balance economic growth and social justice?

There are other problem areas, but these will be enough to support the thesis that Canada is a country both difficult and expensive to govern.

(2) Les tiraillements entre les provinces et le gouvernement fédéral, que ce soit dans un sens ou dans l'autre et qui sont inévitables dans une fédération.

Cette situation n'est pas seulement le fait de la position culturelle et linguistique particulière du Québec dans le pays, bien que cela contribue parfois à la rendre plus complexe. Tout à fait en dehors de cela, on peut dire qu'un système fédéral dans lequel les habitants de certaines provinces se trouvent à quelques milliers de milles de la capitale fédérale engendre forcément le sentiment que les gouvernements provinciaux, plus proches de leur population, peuvent confier certaines responsabilités aux citoyens avec une meilleure connaissance et une compréhension plus grande des besoins et des désirs de tous, que ne peut le faire un gouvernement situé dans une capitale très éloignée. Il devient alors de plus en plus difficile de réaliser un équilibre *national*, de conserver un sentiment *national*, fondés sur la tolérance, la compréhension et l'unité.

(3) Nos relations avec un voisin super-puissant, qui entretient avec nous des liens économiques très étroits et bien d'autres liens encore.

(4) La disparité qui existe entre la superficie du pays et la population. 22 millions de personnes doivent assurer la croissance, créer l'infrastructure et toutes les installations nécessaires à un état industriel moderne, qui couvre la majeure partie d'un continent. De plus, notre population s'agglutine dans des grands centres urbains, le long d'une ceinture frontalière de 200 milles de large. Bientôt, le gros de cette population vivra dans trois ou quatre immenses métropoles et 15 ou 20 p. 100 des habitants resteront sur les terres ou dans les petites villes. Cependant, plus nous encombrons les villes plus nous dépendons d'autrui, de la bureaucratie, des institutions et des organisations, et moins nous dépendons de nous-mêmes.

(5) Nous appartenons à la société de l'abondance et nous essayons de la rendre juste. Mais comment parvient-on à trouver l'équilibre entre d'un côté, la nécessité de maintenir le taux de croissance et d'encourager l'initiative privée en lui fournissant les stimulants indispensables et de l'autre côté, la nécessité d'un régime social qui garantisse que les résultats de cette croissance seront distribués de manière équitable? Comment fait-on l'équilibre entre la croissance économique et la justice sociale?

Divers problèmes existent aussi dans d'autres domaines, mais ceux dont je viens de parler sont suffisants pour corroborer la thèse selon laquelle le Canada est un pays difficile et coûteux à gouverner.